Anne Legaré

1978

**Théorie et méthode pour l'analyse
de la relation capital monopoliste /
capital non monopoliste.**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: mabergeron@videotron.ca

Site web: <http://slsj.araq.qc.net/>

Section Chicoutimi-nord-Valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l’École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: <http://slsj.areq.qc.net> – Secteur Chicoutimi-Valin

À partir de :

Anne Legaré,

“Théorie et méthode pour l’analyse de la relation capital monopoliste/capital non monopoliste”. Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Pierre Fournier, *Le capitalisme au Québec*, sous la direction de Pierre Fournier : chapitre I, pp. 11-47. Montréal: les Éditions coopératives Albert St-Martin, 1978, 438 pp.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition réalisée le 26 juin 2004 à Chicoutimi, Québec.

Édition numérique complétée le 16 décembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Anne Legaré,

Politologue, Université du Québec à Montréal

“Théorie et méthode pour l’analyse de la relation capital monopoliste/capital non monopoliste”.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Pierre Fournier, *Le capitalisme au Québec*, sous la direction de Pierre Fournier : chapitre I, pp. 11-47. Montréal: les Éditions coopératives Albert St-Martin, 1978, 438 pp.

Table des matières

Première partie

1. Le traitement de la relation capital monopoliste/non mono-poliste et les statistiques officielles.
2. La « grosse » entreprise non monopoliste

Deuxième partie:

Illustration des transformations dans les rapports de production

1. Question théorique
 - a) Le biais analytique de la concentration
2. Divisions du Capital selon les tendances à la baisse du taux de profit
3. Le procès de production du capital et sa finalité organique
 - A) Effets sur la bourgeoisie
 - B) Effets sur la classe ouvrière
4. Problèmes de méthode pour l'articulation des concepts et des catégories économiques à l'analyse du taux de profit
 - a) capital fixe ou capital constant
 - b) capital variable
 - c) masse de plus-value ou de profit
 - d) taux de plus-value
 - e) taux de profit
5. Les éléments constitutifs du taux de profit ; les forces productives et les rapports de production : analyse de leurs rapports
 - a) La grandeur proportionnelle des éléments des forces productives ou éléments du capital total avancé
 - b) Le procès de travail
 - c) Les rapports de production et le procès de production
 - d) Unité organique des forces productives (c/v) et des rapports de production (pl/v) ou du procès de travail et du procès de production
 - e) Le taux de profit comme résultat de l'unité contradictoire des rapports de production et des forces productives
6. Dernières conditions

Anne Legaré (1978)

“Théorie et méthode pour l'analyse de la relation
capital monopoliste/capital non monopoliste”

*"Il convient de considérer toute différence dans
nos concepts comme le reflet de contradictions
objectives".*

*Mao Tsé TOUNG, Œuvres Choisies,
Ed. de Pékin, p. 354.*

Première partie

[Retour à la table des matières](#)

Voici fondées, en quelques mots, les conditions d'émergence de ce texte. Utilité certes, de celui-ci que d'essayer de frayer une voie à la définition des contradictions, peut-être pourrait-on dire plus modestement, à la définition des voies multiples d'exploration qui fourmillent dans nos recherches. Utilité et nécessité de la confrontation.

Les contradictions réelles dont il est question dans la citation de Mao puisent, faut-il le reconnaître, dans les rapports idéologiques et scientifiques que la recherche entretient face à la sociologie politique et économique officielle, c'est-à-dire à une sociologie empirique, descriptive, fonctionnaliste, une sociologie qui tente de masquer les 'contradictions inhérentes à toute chose et à tout phénomène'. Cette situation a conduit la recherche marxiste, par exemple, à découper abstraitement ca-

pital monopoliste et non monopoliste aussi bien qu'à omettre que le capital non monopoliste est, lui aussi, fait de contradictions. Découpage puis juxtaposition d'entités autonomes risquent de devenir les deux moments de notre dialectique ! Ces « différences dans nos concepts » que reflètent souvent les analyses, au Québec, proviennent par conséquent (et inversement) des rapports objectifs que nous entretenons avec la théorie marxiste. Rapports à la théorie marxiste égalent rapports à ses multiples courants : courants et positions, recherchés ou rejetés, voulus ou reçus qui donnent à voir les tendances du mouvement socialiste qui se voilent et se dévoilent à travers la forme idéologique du discours « scientifique ». Cet ouvrage fait d'approches quoique variées, n'en est certes pas l'exemple le plus choquant : il témoigne surtout d'une recherche soucieuse de résultats, utilité et nécessité de la confrontation... Car loin de figer aucune des voies qui se trouvent exposées ici, la confrontation ne pourra qu'aider le processus de développement des connaissances.

Tâche délicate, pourtant, que d'occuper la position du commentateur dans la mêlée de ce qui grouille et respire l'impatience de produire. Situation délicate aussi que d'être en quelque sorte placée à côté, par une réflexion sur la théorie et la méthode, d'une série de recherches concrètes dans un contexte 'scientifique' où le pragmatisme est hautement valorisé. Enfin, prétention délicate que d'avoir l'air de fournir des recettes alors que l'on sait bien qu'il n'en est pas, pas plus que la réalité sociale ne se découpe au couteau.

Si j'ai accepté ce fauteuil inconfortable c'est justement parce que je partage les mêmes difficultés et les mêmes préoccupations que ceux qui travaillent ici sur ces questions. Je m'efforcerai donc de centrer une bonne partie de mon texte sur la matière première avec laquelle nous avons tous à travailler : les documents et statistiques officiels.

Le présent texte, divisé en deux parties, rétablira la place des PME dans les rapports sociaux du capitalisme actuel et ainsi soulignera le caractère **protéiforme** du capital non-monopoliste. La seconde partie, établira comment s'articulent les concepts et les catégories économiques officielles pour l'analyse du taux de profit comme indice privilégié des divisions sociales du capital.

Mais, sombre détour, je ferai d'abord un rappel de la théorie en ce qu'elle soulève autour du thème de 'capital' des quiproquos embarrassants. Il existe au moins trois acceptions du concept de capital que l'on retrouve soit chez Marx, soit dans des textes indifféremment mêlés. La mise au point du statut de l'objet de chacun de ces concepts a son importance puisque je me fixerai comme objectif plus loin de fonder les limites de la définition et des contradictions entre capital monopoliste et capital non monopoliste.

Le capital d'abord. « Le capital n'est pas une puissance personnelle, **c'est une puissance sociale** »¹. Cette définition du capital indique bien que le problème de donner un contenu à cette puissance est moins de la mesurer en actifs, en espace, en force de travail que d'en saisir le poids **qualitatif, social, par rapport** aux autres puissances qui s'y confrontent. Le capital se saisit donc avant tout par les **relations** qu'il établit avec les autres puissances sociales. Relations, rapports sont des concepts-clés d'une analyse dialectique, fondant les limites d'un objet sur les relations qu'il entretient avec les autres. Quelles sont ces relations ?

La principale relation qui campe le Capital est l'extorsion de plus-value. Le Travail est l'autre terme de cette relation. On en connaît les conditions : je ne m'attarderai pas sur la contradiction fondamentale Capital-Travail. Ce qui importe pour la présente réflexion, sont les relations qui marquent les contradictions internes du Capital : nous cherchons les moyens de repérer concrètement les conditions du fractionnement interne du Capital. Quel type de relation sépare et relie le capital monopoliste et le capital non monopoliste ? Car dans la mesure où il y a entre ces termes une contradiction, c'est que s'y trouvent à la fois opposition et interdépendance. L'éventail de ressources conceptuelles pour aborder ce problème est vaste. Je m'en tiendrai à quelques-unes des définitions les plus courantes.

Quand, par exemple, Negri dit : « Ce qui semble échapper totalement à la théorie du capitalisme monopoliste d'État, c'est la nature du rapport qui s'établit entre le capital et l'État², on trouve implicitement contenue une définition du capital comme 'puissance sociale'. De même, quand on trouve chez Magaline : « Le capital... domine le travailleur collectif maintenant non isolé »³, le concept de capital recouvre encore une fois le même objet : il recouvre « la force sociale concentrée »⁴. Cette force sociale concentrée, c'est le travailleur collectif et les définitions de Negri, de Magaline, tout comme celle de Marx, désignent bien cette contradiction qu'est le capital comme rapport social. C'est donc dire, et c'est là l'essentiel, que le capital ne peut être envisagé seul, quelque peu métaphysiquement..., qu'il ne peut être défini indépendamment de son contraire, le Travail productif et qu'il n'y a aucune frontière statistique qui puisse en rendre compte à souhait.

Cela établi, on dira qu'il en va de même des limites entre les éléments internes qui le constituent comme capital, entre ses fractions, entre le capital monopoliste et le capital non monopoliste. Mais avant de poursuivre sur cette voie, je crois qu'il

¹ Marx, K., *Le Manifeste communiste*, Ed. La Pléiade, T. 1, p. 176 ; c'est moi qui souligne.

² Negri, Antonio, "Sur quelques tendances de la théorie communiste de l'État la plus récente : revue critique", tiré des actes du colloque de l'A.C.S.E.S. : Sur l'État, Ed. Contradictions, Bruxelles, 1977, p. 377.

³ Magaline, A. D., *Lutte de classes et dévalorisation du capital*, p. 47.

⁴ Marx, K., *Résolutions du premier congrès de l'A.I.T.*, Ed. La Pléiade, T. I, p. 1470.

serait utile de revenir rapidement à d'autres acceptions du capital qui sont parfois confondues entre elles au profit d'une compréhension empiriste du capital.

J'en comparerai trois.

1) « Le capital est du travail matérialisé »⁵, 2) « Le capital devient alternativement marchandise et argent »⁶; 3) "C'est tout naturellement que, peu à peu, se développe la concentration des moyens de production et **leur transformation en capital face** aux producteurs directs, transformés en salariés »⁷. Quelles sont les différences entre ces trois définitions du capital ?

Je prendrai d'abord les deux premières. Ce qui assimile ces deux définitions, c'est une association claire avec une notion de **quantité**. Dans le premier cas : le capital est du travail matérialisé, on pense immédiatement à sa matérialisation en une quantité de richesses : matérialisation dans les moyens de production pris au sens de moyens matériels. Cette richesse matérielle s'accompagne, certes, de pouvoir et donc de richesse **sociale**, et c'est même là son **aspect principal**, mais encore, on est surtout frappé par l'idée de solide, de mesurable, par les apparences de cette puissance sociale, par sa représentation quantitative. Cela est normal : l'esprit va du plus simple au plus complexe.

Dans le second cas : le capital devient marchandise et argent, la référence quantitative est exclusive. Il s'agit là de la forme quantité du capital qui est donnée. Alors que coexistent, comme on vient de le voir, deux aspects **indissociables** du capital, l'aspect quantitatif et l'aspect qualitatif, il reste à se demander pourquoi la tendance qui prévaut dans la plupart des analyses au Québec est-elle surtout de chercher à la relation capital monopoliste / non monopoliste des critères quantitatifs.

Je reviendrai à la troisième définition de Marx : les moyens de production se transforment en capital. Dans cette formulation, une équivoque peut planer quant à sa compréhension si on ne voit pas que la 'transformation' renvoie précisément au mouvement dialectique des choses, au passage de la quantité (moyens de production) à la **qualité** (capital), du matériel au **social**. Ainsi la concentration des moyens de production d'un côté les transforme en puissance sociale de l'autre. Les contradictions internes du capital subissent le même passage du quantitatif au qualitatif : le capital non monopoliste, par exemple, ne se reconnaît pas à une quantité

⁵ Marx, K., Principes d'une critique de l'économie politique (Introduction de 57), Ed. La Pléiade, T. II, p. 238.

⁶ Marx, K., Principes d'une critique de l'économie politique (introduction de 57), Ed. La Pléiade, T. II, p. 239.

⁷ Marx, K., Le Capital, Livre III, Ed. La Pléiade, T. II, p. 1338.

donnée d'actifs. C'est d'abord une relation au travail d'une part et aux fractions du capital monopoliste d'autre part. Il ne serait pas exagéré de penser, je crois, qu'une tendance empiriste guette notre lecture de Marx et peut entraîner des conséquences idéologico-politiques. Je pense en particulier à un certain économisme porteur d'une conception qui a fait ses preuves dans la lignée du conservatisme... Les textes font aussi partie de la lutte des classes !

Si l'aspect non quantifiable du rapport capital est aussi important que son aspect quantifiable, alors la question à se poser est celle de la méthode pour en cerner l'objet. J'aimerais rappeler que le problème principalement visé, c'est celui de dégager les éléments permettant de saisir la ligne sociale de démarcation entre capital monopoliste et non monopoliste. Ce propos fera l'objet des pages qui suivent.

1. Le traitement de la relation capital monopoliste / non monopoliste et les statistiques officielles.

[Retour à la table des matières](#)

Il faut le dire d'emblée : cette relation a un double aspect, elle est marquée à la fois par l'opposition des termes et par leur interdépendance. Ces deux aspects posent, d'abord, la relation dans son caractère contradictoire. Sans la dépendance des termes l'un par rapport à l'autre, la contradiction n'existe pas. Elle ne peut donc être saisie qu'en renvoyant d'une part à cette interdépendance⁸, à cette correspondance mutuelle. Les limites sociales entre capital monopoliste et non monopoliste se repèrent autant dans les conditions de leur interdépendance que dans celles de leur opposition. C'est par ce dernier postulat que je m'efforcerai d'aborder l'aspect qualitatif de la définition recherchée.

Comme les statistiques de l'économie politique bourgeoise foisonnent de quantifications abondantes sur la réalité sociale, je puiserai parmi celles-ci deux analyses-types qui m'apparaissent attrayantes quant aux critères descriptifs qu'elles contiennent.

⁸ Voir Mao Tsé Toung, De la Contradiction, in Œuvres Choisies, Ed. de Pékin, T. I surtout les pages 360 et 376.

La première étude que je choisirai comme exemple est contenue dans la récente publication de l'Office de planification du Québec intitulée « Prospective socio-économique du Québec, 1^{re} étape »⁹. Si cette analyse est effectivement attrayante, en plus de contenir des informations fort utiles, c'est qu'elle semble résoudre avec nuance une partie des problèmes qui nous occupent. En effet, cette étude fournit à qui veut les prendre, des critères relativement complexes de démarcation du côté du capital. Pour qui identifie le capital à un ensemble de manifestations technico-économiques, le tableau suivant est indicatif. Ainsi :

Les établissements au Québec, en 1973, selon leur taille (industrie manufacturière ¹⁰)			
Nombre d'employés	Nombre D'établissements	Employés en %	Valeur ajoutée en %
4 – 4	2,864	.8	.8
5 – 49	4,963	17.5	13.8
50 – 199	1,593	30.4	26.2
200 – 499	376	22.7	24.7
500 et plus	151	28.6	34.5
TOTAL	9,947	100	100

Qui ne serait pas tenté de s'y laisser prendre et de retenir la classification correspondante, du moins comme arrière-pensée ?

Classification des entreprises selon leur taille ¹¹			
Classe (sic !)	Nombre d'employés	Actif	Types
I	9 – 4	– de 200,000	Artisanale
II	5 – 99	– de 15,000,000	PME
III	200 et plus	– de 15,000,000	Grosses et très grosses !

Or, j'aimerais avancer que cette classification prise tel quel est dangereuse dans le cadre d'une problématique dialectique. Je tenterai d'expliquer pourquoi. En effet, il est antinomique de fixer d'une part une hiérarchie entre petite, moyenne et grosse entreprise et de saisir d'autre part le mouvement qualitatif entre ces trois termes.

⁹ Collection : *Études et Recherches, Le Sous-système économique (2), Dossier technique (2.2), Les entreprises, annexe 6, Roland Douandet – Bernadet – Alfred Cossette, Les petites et moyennes.*

¹⁰ Op. cit., annexe 6, p. 19.

¹¹ Ibid., p. 10.

En d'autres mots, la représentation par la taille empêche la production de la connaissance d'un phénomène aux parties étroitement imbriquées,... interdépendantes, organiquement liées, nécessaires les unes aux autres, chacune ayant sa place pour l'autre.

Toutes les analyses officielles présentent, par exemple, le problème de la « spécialisation »¹² de la bourgeoisie canadienne-française comme étant celui de sa faiblesse économique entendue au sens de son **faible taux d'accumulation**. L'analyse par strates, par étages, disqualifie le niveau le plus faible et masque la dimension politique, les alliances de classes entre fractions, alliances par lesquelles passe l'exercice efficace de l'interdépendance des fractions du capital.

Je serai plus claire. La coexistence au sein du capital de rapports qualitativement différents impose deux règles au moins : a) que, pour la reproduction du capital dans son ensemble, la relation entre les deux termes soit socialement réalisée (interdépendance et opposition). Ceci implique donc que le capital monopoliste trouve des modalités efficaces d'articulation au capital non monopoliste : ceci revient à indiquer que l'un et l'autre **doivent** se reproduire ; b) en même temps, cette double reproduction passe par le politique je pense à des alliances tactiques, à des interventions de l'État en faveur de chacune des fractions, interventions qui iront surtout dans le sens de l'une ou de l'autre selon la conjoncture. Ce dernier point est central pour l'analyse des réformes économiques de l'État québécois depuis '60. Saisir le capital comme étant la superposition de strates aux limites de taille diverses empêche de comprendre les alliances politiques qui se jouent (comment se servir du politique pour la reproduction du capital dans son ensemble) et de saisir l'État lui-même comme la "condensation" spécifique de ces relations à un moment donné.

Voyons un peu comment l'étude de l'O. P. D. Q.¹³ procède. Elle contient d'abord une description fort claire des paliers de distinction entre entreprises ; elle s'attarde ensuite davantage à décrire les traits empiriques et la fonction de la "petite et moyenne entreprise" (P.M.E.). Comme quoi celle-ci, toute inférieure et faible qu'elle est par rapport à la plus grande, souffre d'un mal endogène : celui d'être moins grande que l'autre. Quelle représentation idéologique d'une interdépendance/opposition saine et vitale au capital et, par ailleurs, fort dynamique (cela, quand le politique le permet) !

¹² Notion utilisée par exemple par l'économiste André Raynauld dans sa fameuse étude sur l'« ethnicité du capital ».

¹³ Op. cit.

Bref, je ne m'éterniserai pas davantage sur la fonction idéologique de cette représentation inadéquate des rapports sociaux si ce n'est que pour ajouter que celle-ci a produit son effet : dans les analyses marxistes au Québec, le capital non monopoliste est la plupart du temps identifié à la PME, d'une part, et, la PME, d'autre part, est considérée comme du capital résiduaire.

Il est intéressant et fort instructif de regarder de plus près ce que, par ailleurs, l'étude en question donne de la PME qui peut éclairer la problématique de la dépendance organique entre les fractions du capital. Je résumerai les énoncés pertinents à ce propos :

- « les PME occupent une place fondamentale dans les économies capitalistes actuelles et ce phénomène est universel » (p. 1)
- « les responsables des PME limitent souvent leur croissance de façon délibérée » (p. 3)
- « la PME possède des fonds de roulement importants » (p. 3)
- « la PME exerce sur son milieu de profonds effets d'entraînement » (p. 8)
- « le satellite ou sous-traitance, une des formes de la PME, présente plusieurs avantages pour la grande entreprise » (p. 11)
- « dans un certain nombre de pays, le développement de la sous-traitance a permis une croissance très rapide : c'est le cas du Japon » (p. 11)
- « Les exemples de sous-traitance sont multiples en Amérique du Nord » (p. 11)
- « une PME peut posséder plusieurs établissements » (p. 17)
- « les PME se concentrent en Ontario au sein des branches modernes » (p. 23)
- « de 1958 à 1973, la part des PME a augmenté au Québec par rapport au déclin relatif des « grosses » entreprises » (p. 23)
- « la productivité de la PME peut varier » (p. 33)
- « les E.U. sont à l'avant-garde des pays industriels en ce qui concerne la promotion des PME » (p. 36)

- « *il existe aux E. U. des entreprises financières privées spécialisées dans les investissements au sein des PME* » (p. 3 7J)
- « *les PME ainsi financées ont affiché des taux de croissance supérieurs à ceux de l'ensemble de l'industrie américaine* » (p. 37)
- « *en France il existe des sociétés privées de capital-action en vue de l'aide à la PME* »
- « *il existe aussi en France des regroupements de services aux PME* » (p. 41)
- « *enfin, les PME trouvent un « champ d'excellence » dans certaines industries modernes utilisant des techniques de pointe (mécanique, électronique, fabrication de pièces pour l'aéronautique, matériel de transport...)* » – (p. 42)
- « *Les gouvernements doivent avoir une « stratégie de développement » des PME* » (p. 43)

Ces extraits ont été pertinemment choisis en vue de faire ressortir la contradiction théorique que la classification par taille recèle : contrairement à la stratification empiriste, l'analyse qualitative officielle ne peut s'empêcher de parler du rôle dynamique de la PME ¹⁴ et de son lien étroit avec la « grosse » entreprise. De deux choses l'une : ou bien la PME constitue un secteur sain de l'économie ou bien sa faiblesse se manifeste à travers des enjeux politiques nouveaux liés aux transformations en cours dans les conditions de reproduction du capital. Ce dernier point n'est pas négligeable car il pose les éléments d'une analyse des réaménagements du politique au niveau régional depuis '60 et ensuite dans le gouvernement péquiste ¹⁵. Pour n'indiquer qu'une illustration de ce qui est entendu ici, on peut penser que dans le cas d'une insuffisance ou d'une inadéquation dans les politiques régionales de développement de la PME, une situation prise en charge par une autre fraction/alliance du capital de la réorganisation de ce rapport (PME/grosse) aura lieu et suscitera des déplacements sur l'échiquier politique. C'est d'ailleurs ce à quoi certaines sociétés d'État tentent de pallier : en particulier la S.D.I. et le C.R.I.Q.

¹⁴ J'emploie pour l'instant ce terme consacré pour lui donner sa traduction marxiste plus loin.

¹⁵ J'ai développé plus longuement cette question dans un ouvrage écrit avec Gilles Bourque aux Éditions F. Maspero, à paraître au printemps 1979.

Le rapport Tetley ¹⁶ reprend d'ailleurs plus directement les conclusions à tirer du nécessaire assainissement de ce secteur. Cette étude illustre on ne peut mieux les liens étroits et vitaux entre la PME et la grosse entreprise ¹⁷.

J'aimerais m'arrêter à certaines remarques qu'il contient car celles-ci nous mettent directement sur la piste. En effet, la notion de PME est à la fois pertinente pour l'étude du rapport capital monopoliste/capital non monopoliste quoiqu'elle est insuffisante. Elle recouvre cependant une partie de la fraction non monopoliste au sein de laquelle elle constitue en ensemble séparé ayant une unité propre et une relative autonomie. 1) La notion de PME renvoie à une articulation spécifique des fractions du capital ; 2) elle ne représente qu'un segment du capital non monopoliste.

L'étude Tetley rapporte : « La plupart des grands pays du monde ont accordé aux petites entreprises dans les dernières années une attention particulière. Ainsi, aux États-Unis, il existe depuis les années 50 une *"Small Business Administration"*... Les commissions d'études spécialisées, tant en Grande-Bretagne (Commission Balton en 1971) qu'en France (Commission Mialaret en 1973), ont fait ressortir la relation entre l'innovation, la petite entreprise et la mutation des structures industrielles :

« ... si vous avez dans les petites entreprises un bouillon de culture qui ne soit pas trop appauvri, lui, par contre, vous procurera en quantité suffisante les perles rares que vous cherchez ».

"Ces réflexions sont fondamentales : pour assurer la fluidité du tissu industriel français, il faut à la fois promouvoir les jeunes entreprises particulièrement sélectionnées et se préoccuper d'assurer aux entreprises petites et moyennes un contexte où elles puissent prospérer » ¹⁸.

Et la commission québécoise d'ajouter : « Sans doute, des mesures coordonnées d'assistance aux petites et moyennes entreprises contribueraient-elles à renforcer la participation des autochtones au développement industriel du Québec. Cependant, il demeure qu'une participation accrue de ceux-ci au développement économique par le biais des petites et moyennes entreprises sera marginale tant que, d'une part,

¹⁶ Tetley, William, Rapport du Comité interministériel sur les investissements étrangers, "Le cadre et les moyens d'une politique québécoise concernant les investissements étrangers", *Gouvernement du Québec, Conseil exécutif septembre 1973, Éditeur officiel du Québec*, 201 p.

¹⁷ Quoique la notion de grosse entreprise soit trop vaste et descriptive, nous entendrons pour l'instant qu'elle correspond au capital monopoliste.

¹⁸ Tetley, William, op. cit., pp. 89-90.

celles-ci ne seront pas mieux intégrées à la grande entreprise et qu'elles demeureront ainsi coupées du grand réseau scientifique, technologique et industriel international et, d'autre part, qu'elles n'auraient pas exploité toutes les possibilités commerciales des marchés canadiens ou étrangers auxquels leur donnent accès les « caractéristiques » distinctives de leurs produits »¹⁹.

La PME n'est donc pas ce que sa localisation hiérarchique, au bas de la pyramide des entreprises, laissait croire. La PME a quatre caractéristiques essentielles : a) elle doit être intégrée à la grande entreprise, b) elle doit être reliée au réseau technologique international ; c) elle doit se distinguer par des produits concurrentiels ; d) ceux-ci doivent circuler sur les marchés extérieurs.

La PME peut donc constituer un secteur vital d'une bourgeoisie sur le plan régional (entendu ici au sens de province comme le Québec). Les conditions de cette dynamique seraient successivement : 1^{re} que les PME se caractérisent par leur capacité d'innovation technologique ; 2^e qu'elles acquièrent ainsi une place concurrentielle sur le marché des produits par leur originalité et leur maîtrise scientifique ; 3^e qu'elles élargissent leur marché. Ensuite, comme le suggère le Rapport de la Commission Tetley, on peut envisager que ces modifications d'ordre quantitatif amèneront des transformations qualitatives passant par un réajustement dans le champ du politique.

Bref, l'espace occupé par les PME n'est pas sclérosé, figé, ni désuet. On a tort d'appliquer mécaniquement le principe de dissolution des rapports non monopolistes sans considérer qu'il s'agit d'un double mouvement accompagné de conservation et d'interdépendance nécessaires et que des conditions politiques particulières peuvent être surdéterminantes dans sa conservation (très exactement, ici, la question nationale).

En résumé, il faut surtout retenir que la notion de PME désigne un ensemble du capital ayant une cohésion et une place propres par rapport aux autres fractions ; cette unité/cohésion relève des règles et des conditions de son articulation (principalement son intégration au réseau économique d'ensemble) au capital monopoliste et aux autres fractions du capital non monopoliste. Enfin, cette articulation, soumise à la reproduction du capital dans son ensemble, traverse et est traversée par des mouvements propres à chaque conjoncture dans le champ de la lutte politique de classes.

Outre la nécessité d'en venir à retenir des indices empiriques de ce rapport social par la notion de PME, ce que je reprendrai plus loin, on voit qu'un nouvel

¹⁹ Tetley, William, op. cit., pp. 90-91.

énoncé vient d'être avancé : les PME constituent un sous-ensemble du capital non monopoliste ; en tant que tel, il se développe à côté d'une ou de plusieurs fractions non monopolistes.

2. La « grosse » entreprise non monopoliste

[Retour à la table des matières](#)

Ce titre est choquant à dessein. Non seulement il contient un élément quantitatif dont j'ai tenté de faire un usage prudent, mais surtout il associe deux facteurs que la plupart des études marxistes concrètes ont séparé. En effet, l'indice de la taille étant vénéré, une entreprise de plus de 200 ou de 500 employés est en général, considérée comme grosse et par conséquent monopoliste. Que ce soit 500 employés, ou plus de \$15,000,000. d'actifs, le problème est le même : ces quantifications nous empêchent de saisir que le capital non monopoliste est constitué d'un ensemble de fractions contradictoires elles-mêmes définies par leur relation au capital monopoliste.

Disons que la définition de la fraction monopoliste est moins équivoque. Le capital monopoliste n'existe pas arbitrairement : il n'est que dans la convergence de plusieurs phénomènes nécessaires exprimés surtout par l'imbrication et le fusionnement du capital-argent et du capital productif dit industriel. Tout le problème est dans le sens que l'on donne à ce « fusionnement ». C'est au sens d'une transformation dans la nature-même de ce capital qu'est entendu le concept de capital financier. Changement de nature du rôle, à ce moment-là, joué par le capital bancaire et changement de nature du rôle joué par le capital industriel.

L'un et l'autre ensemble se transformant en une unité nouvelle, qui n'existait pas auparavant, et qui a acquis le pouvoir de contrôler d'une manière quasi exclusive, de vastes secteurs de la circulation de l'argent et de la production des marchandises. On appelle ce contrôle « monopolistique » à cause de l'étendue de ce pouvoir seul possible par l'interpénétration des capitaux.

C'est pourquoi la fusion entendue au sens de juxtaposition de capitaux peut aussi exister dans le capital non monopoliste. Mais elle est alors simplement création de liens juridiques facilitant ou supportant le développement. Interpénétration des capitaux et juxtaposition des capitaux sont des phénomènes qualitativement différents.

Prenons exemple de la citation suivante : « Il ne s'agit plus, désormais, pour la Société générale de financement d'acquérir des entreprises existantes pour des fins de restructuration d'un secteur d'activités ou pour constituer, par des fusions ou autres moyens, des entreprises plus importantes pouvant mieux supporter la concurrence et pénétrer les marchés »²⁰. La concurrence est une forme non monopoliste d'exploitation capitaliste. En aucun cas, la fusion ne saurait constituer un phénomène exclusivement monopoliste. Dans l'un et l'autre cas, les fusions représentent soit un moyen, un support pour augmenter le taux d'exploitation et dévaloriser le capital constant soit une condition substantielle produisant un capital financier.

Par exemple les liens de support financier entre une banque, une caisse d'épargne et une industrie ne constituent pas automatiquement un capital monopoliste. Celui-ci naît de conditions particulières (d'une puissance particulière). Les liens d'ordre financier ne sont pas exclusifs aux monopoles. Par exemple, comme le dit le Rapport Tetley, « La Caisse de dépôt et de placement se comporte, à l'égard de l'entreprise dans laquelle elle participe un peu comme une banque de dépôt à l'égard d'un client et non comme une banque d'affaires ou une société de financement »²¹. Il en va de même de la Banque Canadienne Nationale et des Caisses Populaires Desjardins (ceci, à l'heure actuelle...).

Le capital non monopoliste opère dont lui aussi des fusions et se lie au capital bancaire. Il peut être, de plus, de taille fort étendue. C'est ce que le Rapport Tetley appelle l'entreprise « leader ou performante »²². Celle-ci, entre autres conditions, requiert « compétence et habileté pour organiser la fabrication et la vente avec profit »... mais « ni la taille, ni son secteur d'activité ne sont des critères satisfaisants ». Cependant, ces entreprises sont « susceptibles d'entraîner dans leur sillage... plusieurs petites et moyennes entreprises ». L'entreprise leader peut être non monopoliste et présenter des caractères de « géant » dans une branche où dans un secteur sans être le produit d'une interpénétration de capitaux, sans relever du capital financier. Le rapport social auquel cette entreprise s'articule n'est pas nécessairement monopoliste. Certaines entreprises non monopolistes, industrielles ou bancaires, peuvent jouer un rôle de chef de file par rapport à des PME ou à d'autres entreprises non monopolistes plus grosses.

Enfin, un dernier critère : le marché. Pour la reproduction du capital dans son ensemble, la santé économique et politique du capital non monopoliste est essentielle. Cette santé/croissance dépend de la réalisation de la plus-value. Cette réalisa-

²⁰ Tetley, William, op. cit., p. 100.

²¹ Ibid., p. 164.

²² Ibid., p. 93.

tion repose sur un vaste réseau de commercialisation et d'exploitation. L'exportation des marchandises est un aspect du capital monopoliste mais elle ne lui est pas exclusive. Le Rapport Vézina s'applique, en particulier, à proposer des mesures visant à « la sensibilisation des entreprises québécoises, en particulier les petites et moyennes entreprises, à prospecter les marchés étrangers »²³. Ces mesures vont de la sensibilisation aux mesures techniques et financières. Encore là, ou voit que vendre à l'étranger et recevoir l'assistance du capital bancaire ou de l'État ne sont pas les indices privilégiés du capital monopoliste.

Enfin, j'aimerais revenir aux principaux énoncés du début de ce texte afin de situer les termes généraux de cette contradiction ; je rappellerai la définition de Marx : « le capital est une puissance sociale ». Cette puissance, elle se partage et l'une de ses fractions conquiert le monde, principalement par l'exploitation de la force de travail à l'échelle mondiale. Le rapport social qui sous-tend ce mouvement est de qualité différente de celui qui se développe dans la concurrence.

Voici ce qu'en dit Lénine : « Le dessous de cet entrelacement²⁴, – ce qui en est la base, ce sont les changements des rapports sociaux de la production. **Quand une grosse entreprise devient gigantesque**²⁵ et organise méthodiquement, en tenant un compte exact des données multiples, la fourniture des deux tiers ou des trois quarts de toutes les matières nécessaires à des dizaines de millions d'hommes ; quand elle organise avec système le transport de ces matières premières aux lieux de production les mieux appropriés, et que séparent parfois des centaines et des milliers de verstes²⁶ – quand un centre unique a la haute main sur tous les stades successifs du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (...), – il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple entrelacement... »²⁷. Cette socialisation de l'exploitation capitaliste définit la suprématie des monopoles et caractérise à souhait leur gigantisme qui ne se compare pas à la grosse entreprise non monopoliste, quoique l'existence de celle-ci n'en n'est pas complètement indépendante.

Pour rendre ce dernier point plus clair, j'aimerais faire aussi appel à l'économiste Delilez qu'on peut considérer, avec Boccara, comme un des spécialistes ac-

²³ Vézina, J.P., *Une politique économique québécoise*, Direction générale de la recherche et de la planification, Ministère de l'industrie et du commerce, Québec, 1974, p. 45.

²⁴ Lénine parle de la formation du capital financier.

²⁵ C'est moi qui souligne...

²⁶ Ancienne mesure utilisée en Russie équivalant à 1,067 mètres.

²⁷ Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, Ed Sociales, 1952, pp. 113-114.

tuels de la théorie du capital monopoliste²⁸. « Bien que cela en soit l'aspect principal, la socialisation de la production ne peut être réduite au caractère de plus en plus intégré, interlié des travaux exécutés au sein d'une même unité de production. Il existe également une autre évolution qui va de pair avec la socialisation du procès de travail, c'est le développement des **interdépendances multiples entre unités de production**... Le mouvement des relations forces productives et rapports de production et la « croissance » des entreprises capitalistes ne doivent évidemment pas être conçus seulement ni même essentiellement sous l'angle quantitatif »²⁹. Il est clair, en effet, que toutes les formes apparentes de l'intégration ne renvoient pas de facto aux mêmes rapports sociaux. L'analyse de la réalité sociale demande une très grande circonspection car les contradictions au sein du capital sont multiples.

Par exemple la puissance du capital monopoliste devient tellement grande qu'elle se soumet celle du capital concurrentiel. Cette soumission, cependant exige en retour que le capital subordonné soit productif, que sa spécialisation soit mise à jour pour que son intégration au capital monopoliste favorise l'accumulation. La PME d'une part et la grosse entreprise non monopoliste sont étroitement liées par là au capital monopoliste et leur développement se fait à la fois dans une relative autonomie (par leur différence) et dans le cadre d'une dépendance relative (par l'intégration).

Enfin, un dernier ordre de contradictions qu'il ne faut pas négliger se trouve du côté du capital monopoliste. Car « une des caractéristiques de la période considérée (actuelle) c'est que nous sommes arrivés à un moment où les conflits prennent un caractère aigu entre les monopoles eux-mêmes »³⁰.

J'aimerais maintenant donner quelques indications sur les raccords possibles entre les statistiques gouvernementales et l'analyse concrète des fractions du capital en termes de **rapports sociaux**.

C'est dans les manifestations de la transformation des rapports de production qu'il faut chercher les rapports monopolistes. Comme cela a été dit plus avant, c'est la **convergence**/condensation de **tous** les signes de la concentration des rapports de production dans une branche ou dans un établissement qui permet d'identifier le capital monopoliste.

²⁸ Faire référence à la contribution d'économistes du P.C.F. ne signifie pas d'emblée une prise en considération de toutes les élaborations de ces auteurs.

²⁹ Delilez, J. P. *Les monopoles*, Essai sur le capital financier et l'accumulation monopoliste, Éd. Soc., Coll. Économie et politique, Paris, 1972, pp. 36-37.

³⁰ Claude, Henri, « Le mouvement de fusion en France (1966-69), in *Monopoles et classes sociales*, Éd. Soc., Coll. Économie et politique, no 185, décembre 1969, p. 89.

Ces signes représentent des transformations sociales induites dans toutes les formes de la division du travail associées aux procès de production et de travail étudiés. En fait, ce sont les nouveaux rapports sociaux émergeant dans ces procès qui seront les meilleurs indices de rapports monopolistes.

Les suivants apparaissent comme les plus saisissants : 1) l'existence d'une proportion très élevée d'administrateurs salariés (managers) manifestant la séparation monopoliste entre les places de la propriété économique d'un côté et celles de la possession de l'autre ; 2) la présence proportionnellement très élevée de professionnels et de techniciens par rapport aux contremaîtres comme conditions de la dévalorisation du capital constant et de l'augmentation du taux d'exploitation par la recherche de procédés pour augmenter la productivité etc. ; 3) la part relativement plus faible d'ouvriers par rapport à la place relativement importante assignée aux rapports sociaux de domination comme facteur et résultat de la concentration ; 4) la dominance d'un rapport de production reposant principalement sur l'exploitation intensive du travail et non pas sur une augmentation absolue de la semaine de travail pour un salaire moyen ou : sur un salaire moindre pour une semaine équivalente à la moyenne ; 5) enfin, la présence massive d'un mouvement de déqualification du travail est un corollaire de l'implantation rapports monopolistes. Ces indices sont **indispensables**.

Quant aux rapports non monopolistes, ce qui les distingue, c'est qu'ils ne « maîtrisent pas l'unité de tous les critères de la concentration ». Ils peuvent donc être dominés par la plus-value intensive quand il s'agit de procès productifs ou encore contenir une force de travail subissant le procès de déqualification sans pour autant tomber du côté du capital monopoliste. J'ai longuement étudié les problèmes concrets que pose l'analyse des rapports de classes dans une autre étude, c'est pourquoi je n'y reviendrai pas ici ³¹.

Il faut cependant insister sur la profonde différence qui existe entre une analyse qui suit les principes théoriques exposés tout au long de ce texte et une analyse que je qualifie d'**empiriste** ³², c'est-à-dire celle qui se cantonne dans la description quantitative, aussi généreuse soit-elle, sans prendre pour principale cible les nouvelles contradictions ayant leurs ramifications dans les fondements et transformations du procès de production capitaliste. Ces fondements et leurs « formes transformées » (expression que l'on trouve chez Marx) ou transformations se repèrent par la connaissance des concepts et objets abstraits du matérialisme par lesquels le mouvement dialectique de la pensée ou de la recherche doit passer. À ce propos, je

³¹ Voir Legaré, Anne, Les classes sociales au Québec, les P.U.Q., 1977 ; je me réfère particulièrement ici aux questions méthodologiques traitées dans les pages 30 à 33 puis 69 à 72, 75 à 90 et enfin 124 à 135.

³² À ne pas confondre avec empirique.

rappelle le mouvement de la pensée dialectique : concret-abstrait-concret. En ce qui concerne les fondements du mode de production capitaliste, l'**abstrait** est déjà donné : cela fut l'élaboration magistrale du *Capital*, œuvre centrale de Marx. On y trouve l'exposition des déterminations/contradictions profondes qui conditionnent les transformations de tous les stades du capitalisme. À l'aide de cette élaboration générale, on « remonte » ensuite au plus concret, c'est-à-dire qu'on s'applique à chercher la **singularité** de ces formes générales dans un objet concret. Là seulement le processus est dialectique et non empiriste.

Je sais que toutes ces considérations peuvent laisser perplexe. En fait, la perplexité est, je crois, la santé et la vie-même de la recherche. Nous devons compter avec elle. C'est Bachelard, dans *La Formation de l'esprit scientifique*³³ qui disait : « Dans sa formation individuelle, un esprit scientifique passerait donc nécessairement par les trois états suivants : ... 3. **L'État abstrait** où l'esprit entreprend des informations volontairement soustraites à l'intuition de l'espace réel, volontairement détachées de l'expérience immédiate et même en polémique ouverte avec la réalité première, toujours impure, toujours informe ».

En effet, la polémique entreprise avec les évidences, les intuitions, les prénotions est peu sécurisante. Mais qui a dit que la recherche était tranquille ? Par contre, s'il se trouve qu'elle laisse incertain, c'est justement là qu'elle trouve sa raison d'être et ce qui fait qu'elle n'est jamais finie. Marx, qui ne manquait pas d'humour, rapporte qu'on lui avait reproché, au sujet de la méthode employée dans le *Capital* de s'être « borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes pour les **marmites** de l'avenir »³⁴ ! C'est un peu ce qu'on pourra dire ici car, en effet, ce texte ne contient pas de recette, il s'y refuse. Dans un contexte empiriste et économiste comme le nôtre, c'est à dessein que je tente de tordre le bâton dans l'autre sens c'est-à-dire en refusant de parler d'actifs, de nombre d'employés, de taille, de couleur des usines et quoi encore. Car je crois formellement qu'il est **possible** de repérer **concrètement** les limites relatives des mouvements entre capital monopoliste et non monopoliste à l'aide de critères qualitatifs que sont les changements dans la division sociale du travail. Ces critères, je les ai nommés plus haut³⁵ et j'en ai dénombré un minimum de cinq. Ils peuvent être analysés à l'aide des statistiques officielles, dans les Recensements principalement, aussi bien les rapports (proportions) entre managers salariés et administrateurs à leur propre compte, entre professionnels, techniciens et contremaîtres, entre rapports de subordination et de domination, entre salaire et durée du travail qu'entre

³³ Bachelard, G., *La formation de l'esprit scientifique*, Éd. Librairie Philosophique, Paris, 1967, p. 8.

³⁴ Marx K., Extraits de la postface de la seconde édition allemande du *Capital* in *Le Capital*, Livre I, Ed. Garnier-Flammarion, Paris, 1969, p. 581 ; c'est Marx qui souligne.

³⁵ Page.

travail qualifié et déqualifié. Il ne faudrait pas trop se voiler les yeux.... La tâche est délicate, laborieuse et les résultats seront critiques. Mais les bras et les esprits sont là. Nous laisserons-nous emporter par la perplexité ?

2^e partie

Illustration des transformations dans les rapports de production

1. Question théorique :

[Retour à la table des matières](#)

Je tenterai d'aller plus en profondeur en procédant maintenant à une tentative d'illustration des principes énoncés. Des nuances méthodologiques seront apportées concernant : 1) l'applicabilité et l'usage, dans le concret des concepts abstraits (comme celui de plus-value) ; 2) la validité des statistiques que nous manipulons en rapport avec ces concepts.

Cette ébauche méthodologique portera sur les effets repérables des mouvements dans les taux de profit des branches industrielles. L'exercice vise à faire saisir que la contradiction fondamentale du capitalisme (extorsion de plus-value) qui prend forme dans une tendance à la baisse du taux de profit est à la source des autres modifications dans la division sociale du travail et donc précieux repère du fractionnement du Capital lui-même.

Le taux de profit réunit les éléments du mode de production capitaliste, ses forces productives et ses rapports de production spécifiques. C'est pourquoi, l'étude du mouvement-même du taux de profit sera retenu. L'absorption, pour le capital monopoliste, des autres capitaux et la résistance ou l'intégration sont une forme des luttes de classes au Québec aujourd'hui. Cette partie portera sur les lieux d'origine des tendances à la baisse proprement dite.

Le mouvement historique du capitalisme tend vers une baisse du taux de profit et les classes dominantes mettent tout en branle pour freiner celle-ci. Le parcours que poursuit ce contre-mouvement est chaotique et produit d'autres contradictions. Par exemple, il divise la bourgeoisie en deux grandes fractions qui se mènent une lutte difficile dont les formes seront l'absorption ou l'intégration. Ces luttes se font pourtant la main dans la main au nom de l'extorsion croissante de surtravail. Du côté de la classe ouvrière, les fractions monopolistes et non monopolistes divisent les procès de travail entre eux et modifient les formes de la division sociale du travail. Par ailleurs, les effets de ces luttes, au niveau économique, par exemple, se manifestent à travers un procès de modification des rapports de production à l'intérieur du capitalisme. Ceux-ci se concentrent et forment, tant pour la bourgeoisie que pour la classe ouvrière, les supports de nouvelles fractions.

Reste à savoir par quels biais on peut étudier ces transformations, quels indices on peut utiliser pour désigner la réalisation de la concentration et quelles notions les statistiques bourgeoises offrent pour atteindre à une approximation valable.

a) Le biais analytique de la concentration

[Retour à la table des matières](#)

Il est donc proposé d'aborder la question des fractions au sein de la bourgeoisie à partir des mouvements du taux de profit. Comment aborder cette analyse ?

Comme il a été dit précédemment, les indices sur la concentration ne sont que relatifs. En fait, ils offrent quelque chance de signification quand ils sont **réunis** et on peut dire que leur **ensemble** constitue un critère défendable.

Un autre problème est la base de référence pour dégager la concentration : la firme, par exemple, n'est que la forme de la concentration et ne renvoie pas aux lieux effectifs de son émergence. De plus, chaque branche, comme tel, est assiégée d'une façon contradictoire. Cependant, ne disposant de statistiques que sur les branches, il faut souvent aborder les analyses sous cet angle et tenter d'éclairer les problèmes que cette approche implique.

D'une part, la branche industrielle n'est pas le lieu d'assise du monopole ; en d'autres mots, la branche (même une branche « nationale ») ne pose pas les limites

de l'internationalisation du capital comme le suggère en guise d'hypothèse Christian Palloix ³⁶. En effet, Palloix affirme, désignant comme une même catégorie économique, branche et industrie, que « le taux de profit des firmes engagées dans la branche ne sont que des variations autour du taux de profit de l'industrie, véritable instrument de la décision. De ce fait, la tendance à l'égalisation des taux de profit passe par la « perméabilité qui joue un rôle dynamique dans le fonctionnement du capitalisme contemporain » ³⁷.

Sans contester, loin de là, que des industries données contiennent des conditions devenues quasi-intrinsèques de « perméabilité » aux monopoles, on ne peut en conclure que c'est là le lieu premier de l'enjeu. S'il y a effectivement **convergence** entre la spécificité de certaines branches ou industries, l'émergence de l'internationalisation de leurs produits, cette convergence ne doit pas faire prendre l'effet pour la cause. Encore une fois, le rapport entre la nature de certaines branches et la tendance à la monopolisation constituent un **réfèrent matériel** cohérent de la socialisation mondiale du mode de production capitaliste. La concentration dans la branche, comme tel, n'est pas l'agent de monopolisation, mais elle est, inversement, l'indice d'une monopolisation qui agit à travers plusieurs branches. En fait, les **divers monopoles traversent plus ou moins massivement chaque branche, selon le cas**.

C'est pourquoi la branche est à la fois un support et un indice contradictoire du monopole. Car, sans en être le reflet fidèle, la branche est affectée par le capital monopoliste dans la mesure où, prise isolément, elle réunit plus ou moins d'établissements monopolisés. Si elle est principalement composée de ces unités dont l'ensemble des indices concluent à la concentration, on pourra dire que, comme telle, la dite branche est composée d'établissements reliés à un ou plusieurs monopoles et, de ce fait, qu'elle est **principalement** monopolisée.

Donc, la branche n'est pas le reflet du monopole étant donné que celui-ci traverse plusieurs branches par le biais de plusieurs unités de production différentes aux produits différents mais, par contre, elle concentre cependant un nombre plus ou moins grand d'unités reliées à des monopoles et à ce titre, chacune d'elle est plus ou moins traversée par les monopoles.

On gardera donc à l'esprit que la concentration dans une branche ne renvoie pas à la concentration du monopole comme tel mais à la **réunion** de plusieurs éléments de monopoles. On ne parlera pas de concentration **de la** branche mais **dans la**

³⁶ Palloix C., Les firmes multinationales et le procès d'internationalisation, Maspéro, Paris, 1973, p. 5.

³⁷ Ibid., p. 14.

branche comme faisant référence au fait de la concentration des rapports monopolistes dont le **lieu d'émergence est hors** de la branche et le **lieu de manifestation** dans celle-ci.

À partir de ce postulat, on sous-entend que chaque branche est composée d'unités reliées à des unités d'autres branches dont la somme forme un monopole ; par ailleurs, la somme de plusieurs unités de monopoles différents constitue une branche concrètement monopolisée. C'est donc sous cet angle que j'aborderai l'analyse concrète par branches.

En fait, dans la pratique, les monopoles finissent par contrôler des branches quasi-entières. Par ailleurs, la distinction par branches, pour l'économie capitaliste, renvoie à la distinction par produits, c'est ainsi qu'elle fait surface dans les statistiques. Reconnaisant, donc, que les branches peuvent être composées d'une somme d'unités appartenant à des monopoles distincts réunissant des éléments de branches diverses, ces réserves nous autoriseront à faire l'analyse du mouvement du taux de profit par branches.

Le taux de profit sera alors mis en corrélation avec les autres critères de la concentration dont on disposera. Pour toutes ces raisons, **les tendances du taux de profit au sein des branches de la production directe sont un aspect saisissable du phénomène de l'accumulation sociale** et donc des fractionnements du Capital.

2. Divisions du Capital selon les tendances à la baisse du taux de profit

[Retour à la table des matières](#)

On sait que le capital investi au Québec provient de trois sources : du capital américain, du capital canadien-anglais et du capital canadien-français. Ces trois groupes d'appartenance ethnique du capital tirent leur part de plus-value des effets de la division internationale et nationale du travail.

Or le mouvement fondamental du capital actuel étant l'absorption-conservation du capital non-monopoliste, ce mouvement traverse les trois couches ethniques du capital. Il appartient donc à l'étude d'établir les frontières mobiles du capital monopoliste et non-monopoliste, de réunir des critères permettant d'associer ces frontiè-

res aux groupes ethniques du Capital, car soit qu'elles les séparent les uns des autres, **soit qu'elles les traversent et les subdivisent**. Ce texte se contentera de poser quelques balises concernant les mouvements du taux de profit.

L'analyse du taux de profit, en système capitaliste, renvoie immédiatement à celle du taux d'exploitation, et par là, aux rapports de production spécifiques de ce mode. Or, alors même que l'exploitation du travail est considérée comme le moyen permettant d'assurer et d'accroître l'accumulation, le fruit de cette exploitation tend à baisser. Cette contradiction qui, en fait, est la figure d'une tendance contradictoire passe par des stades, marqués par les moyens divers que la bourgeoisie utilise pour contrer sa défaite.

Comment, à l'intérieur d'**une chaîne d'industries unies par un même réseau régional de mise en valeur** (même marché), les divers capitaux se comportent-ils face à cette baisse ? Quels sont les effets particuliers tirés de ce mouvement sur les formes des RP, puis sur les procès de travail et sur la division sociale du travail sous l'unité de ces RP ? En d'autres mots, comment les classes et la lutte des classes sont-elles modifiées par rapport à cette tendance ?

Cette question sera abordée d'un double point de vue :

1. Du point de vue du procès de production du Capital, i.e. en rappelant les voies particulières de l'accumulation capitaliste ;
2. Du point de vue du procès de la reproduction élargie du Capital, et donc, des nouveaux procès de travail induits par ces rapports de production.

3. Le procès de production du capital et sa finalité organique

[Retour à la table des matières](#)

Inutile d'expliquer ici la loi-même de la baisse tendancielle. Pourtant, il est d'une importance nette pour l'analyse concrète de discerner l'ensemble des relations qui l'affectent. À cette fin, on désignera, en rappel, que l'extorsion de plus-value opposant principalement les capitalistes productifs et les ouvriers tente de se réaliser au moyen de la diminution incessante et relative du capital variable d'une part, ce qui suppose l'augmentation relative du capital constant (à la fois cause et effet de l'ac-

cumulation). Paradoxalement, ce qui constitue, donc, la **nouvelle composition organique du capital** ne cesse de s'élever pour répondre au besoin insatiable de **nouveau capital**. Le taux de profit étant la grandeur proportionnelle de la plus-value par rapport au capital total avancé (coût de production), celui-ci ne cesse de baisser.

La diminution du taux de profit est donc inversement proportionnelle à la composition organique du capital, deux facteurs qui renvoient simultanément au stade de la concentration avancée des FP, donc à l'hégémonie.

Cependant, cette tendance générale, rencontre des contre-tendances dans son procès de réalisation. D'une part, certaines branches réussiront à maintenir un taux de profit relativement stable ou encore l'augmenteront, alors que d'autres souffriront de taux régressifs. Ces mouvements iront des capitaux d'une branche à ceux d'une autre.

La reproduction élargie du Capital actualise aujourd'hui la contradiction entre Capital et Travail. C'est à partir d'une division des branches selon leur degré de concentration que les modifications du capital apparaissent. Les manifestations concrètes de cette division pourront être :

- a) les branches où le taux de profit se maintient ou s'élève relativement ; ce sont en général les secteurs non-monopolisés où il a été plus facile, sur le plan de la chaîne interne, de mettre en oeuvre ou de maintenir des moyens pour contrecarrer la baisse (par exemple, par l'intégration) ;
- b) les branches où le taux de profit a tendance à baisser », ce sont en général celles dont la grandeur proportionnelle du travail mort est élevée.

Quels sont donc les effets sur la bourgeoisie et sur le prolétariat, de ces fractionnements, effets repérables dans le concret ?

A) Effets sur la bourgeoisie :

[Retour à la table des matières](#)

Celle-ci, au niveau du capital productif, se scinde d'abord principalement en capital monopoliste et en capital non-monopoliste. Le premier, le capital financier ou

capital monopoliste, recèle des contradictions internes entre fraction bancaire et fraction industrielle mais celles-ci demeurent liées dans leurs rapports au capital non-monopoliste soit bancaire, industriel ou commercial. Ces deux fractions, présentes au Québec, agissent réciproquement sur le maintien du taux de profit moyen d'une part, ce qui a des effets sur les diverses couches de la classe ouvrière. En ce qui concerne la bourgeoisie, ce processus recoupe un certain nombre de pratiques économiques que je vais rapidement énoncer, et qui sont en rapport avec les facteurs constitutifs du taux de profit. Du point de vue du capital non-monopoliste, par exemple,

1) il détient une composition organique de son capital relativement plus faible ; ceci est du à la fois au rapport de force et à la fonction économique et conjoncturelle propre au produit et aux conditions de sa production ;

2) de par un taux de productivité relativement plus bas, parfois plus faible (degré de mécanisation), ce secteur est à même, tout en maintenant l'équilibre de son capital constant, d'augmenter son taux d'exploitation par le biais de la plus-value absolue, obtenue par une journée de travail plus longue pour un même salaire – ou de même durée pour un salaire inférieur – (s'agissant ici d'un rapport à la valeur moyenne), souvent au moyen du paiement au rendement ou bonus ;

3) ce secteur recouvre donc un profit moyen relativement élevé, ce qui justifie son maintien dans ces conditions. La persistance de secteurs non-monopolisés représente pour les deux fractions de la bourgeoisie, un avantage et un inconvénient. **Pour la fraction monopoliste**, il est certain que son intérêt va dans le sens d'un accroissement de sa masse de plus-value, ce qui amène un procès d'accumulation-concentration qui affecte la bourgeoisie non-monopoliste. Par ailleurs, celle-ci, déterminée par le besoin de réduire ses coûts de production, d'augmenter le surtravail, tente d'arriver à une socialisation progressive de tous les procès de travail. C'est ainsi que s'observe une tendance à l'absorption des branches non-monopolistes en même temps qu'à leur conservation.

B) Effets sur la classe ouvrière :

[Retour à la table des matières](#)

Les contradictions motrices repérées au sein de la bourgeoisie n'ont de véritable intérêt que dans la mesure où, connues, elles seront poussées à terme par les luttes de la classe ouvrière.

Aux fins d'éclairer ce propos, il est donc pertinent d'avancer un certain nombre d'éléments sur la constitution de celle-ci.

Le premier élément, quant à la reproduction élargie du Capital, dans ses conditions économiques – du point de vue de la classe ouvrière – est le taux donné d'exploitation ou d'extorsion du sur-travail. La résistance à l'élévation de ce taux – absolu et relatif – prendra des formes multiples mais on sait que les conditions économiques seront distinctes, selon qu'il s'agira de branches monopolisées ou non. La division des branches selon les éléments constitutifs du taux de profit assigne donc une place aux agents de la classe ouvrière, à chaque maillon de la chaîne qu'est le procès de production, place elle-même définie par les contradictions au sein de la bourgeoisie comme forme concrète de la contradiction Capital-Travail.

Ensuite, la division des procès de travail selon qu'ils relèvent du capital monopoliste ou non renvoie aux conditions idéologiques et politiques de la reproduction élargie. Ces conditions ont un effet de fractionnement sur la classe ouvrière. Ainsi, on dénombrera des points de division selon les procès de production, constituant un appareil de reproduction de la classe ouvrière. Les manifestations en seront les suivantes :

1. **Modifications dans les aspects juridiques et politiques** des rapports de production entre unités monopolistes et non-monopolistes
 - a) distinctions dans le salaire et dans le mode de rémunération (bonus) ;
 - b) distinctions dans la durée absolue et relative de la journée de travail ;
 - c) distinctions dans les diverses conditions de travail (vacances, échelle, ancienneté, classification des machines ou timing, accidents, etc.) ;

d) syndicalisation-législation du travail, etc.

2. **Modifications dans les aspects idéologico-politiques** des rapports de production

- a) distinctions dans les modes et dans les conditions immédiates de la surveillance (contre -maître-ouvriers).
 - b) distinctions dans les formes de la coopération au sein du travailleur collectif ;
 - c) distinctions dans les formes de la division sociale et technique du travail (plus ou moins développée, hiérarchisée) ;
 - d) degrés divers dans l'emploi du travail intellectuel et manuel ;
 - e) distinctions dans le degré de socialisation interne de fabrication du produit par unité.
- etc.

Toutes ces différences constituent l'**unité diversifiée** de la classe ouvrière, d'une part, et de la bourgeoisie, d'autre part. C'est pourquoi elles sont décisives et elles constituent des critères empiriques dont il faut discerner les lieux d'émergence.

L'ordre, **après l'exposé de la méthode** d'investigation, pourrait être le suivant :

- a) Articulation et configuration des différentes branches selon leurs rapports internes à partir de la division entre capital monopoliste et non-monopoliste :
 - 1. la composition organique du capital avancé ou c/v (travail mort/ travail vivant)
 - 2. le taux d'exploitation ou productivité du travail vivant (pl/v)
 - 3. le taux de profit ou pl/c v ou masse de nouveau capital/capital avancé.
- b) L'articulation du capital monopoliste et non monopoliste par branches selon que la forme dominante de l'exploitation est absolue ou relative ;
- c) La réponse des classes et des fractions (déplacements) à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

4. Problèmes de méthode pour l'articulation des concepts et des catégories économiques à l'analyse du taux de profit

[Retour à la table des matières](#)

Quoiqu'il me semble avoir largement exposé les difficultés de l'analyse concrète en rapport avec les statistiques bourgeoises, de nouvelles nuances seront fournies ici. Elles sont de deux ordres : 1) la question de l'applicabilité et de l'usage, dans le concret, des concepts abstraits (problème épistémologique) ; 2) la validité des statistiques manipulées en rapport avec ces concepts.

En effet, lors de l'usage de données officielles de très nombreuses réserves peuvent être faites au-delà de toute précaution prise ; nos résultats pourront même être contestés du fait que l'analyse pose un problème épistémologique délicat, plus spécifiquement celui de la question de la transformation de la valeur en prix. Une objection pourra porter, de même, sur le calcul de la plus-value. Il ne faut pas oublier le statut « abstrait » de ce concept, et si la traduction quantitative en est entreprise, il reste que les données statistiques n'en révèlent qu'une approximation.

Il y a lieu de souligner aussi avec insistance que **valeur et prix ne sont pas identiques**. En appliquant les concepts marxistes précités à l'analyse quantitative, on glisse de la valeur au prix. Mais pour les raisons diverses que j'exposerai maintenant, on trouvera indicatifs les résultats obtenus, puisque, sans transformation de la valeur en prix, les écarts dans la distribution des branches sont en rapport avec d'autres données empiriques sur la concentration.

Par ailleurs, l'identification de la plus-value au profit est acceptable : même Marx, par analogie, y procède. Cependant, il est des champs de récupération de la plus-value que le calcul du taux de profit, laisse dans l'obscurité. Par exemple, on ne sait pas quelle est la part de la plus value qui va en intérêts prélevés par le capital financier, en impôt fiscal ou, si c'était le cas, à la propriété foncière.

Il y a donc une part réduite du profit qui n'apparaît pas dans le rapport quantitatif que l'on peut obtenir entre les éléments capital fixe, capital variable et masse

de plus-value. Or, on a de bonnes raisons de croire que ce qui abaisse le taux de profit touche surtout les entreprises non-monopolistes, du fait que celles-ci, par exemple, font appel aux banques sans leur être « fusionnées ». La distribution des branches à laquelle on arrive à partir du taux de profit, devra donc aussi être accordée avec une distribution selon le taux d'accumulation, excellent indicateur de la concentration. Ainsi, si on a un taux de profit plus élevé pour des branches dont le taux d'accumulation est relativement plus faible, il faudra considérer implicitement que ce taux de profit **surestime** grandement la réalité et demande à être réduit par rapport aux branches où il y a autofinancement. C'est surtout l'enjeu taux d'accumulation par taux d'exploitation qu'il faudra observer.

Autre mise en garde : en ce qui concerne le taux d'exploitation lui-même. Il y a de fortes chances qu'il soit en réalité plus fort du fait que dans les statistiques officielles, les entreprises gonflent les salaires afin de camoufler leurs bénéfices réels pour les impôts. Dans les entreprises monopolistes, cette opération s'effectue souvent par le biais des filiales. Les taux obtenus sont donc des **indicateurs nominaux** mais en autant qu'ils s'articulent en toute rigueur aux rapports abstraits, leur aspect indicatif est plus fort qu'une vérité métaphysique !

Par exemple, si la plus-value est la conceptualisation d'une forme donnée de surtravail, il reste que cette **forme** existe réellement, en quantité donnée et peut être saisie dans sa réalité. De plus, ce qui nous intéresse concerne les mouvements qui associent et séparent entre elles les branches, plutôt que la valeur économique réelle des catégories quantifiées. Or la concentration **dans** les branches s'observe par les tendances réelles des taux d'exploitation, d'accumulation et de profit. La concentration est un rapport social et aussi un phénomène concret : à ce propos, seules les statistiques bourgeoises fournissent des indices. Ces indices, soumis à la dialectique, il sera possible de tenter d'établir, avec ces approximations, les **tendances différentielles des taux entre les branches** comme manifestations, en l'occurrence, **dans les branches**, des rapports de production.

Dans aucun cas on ne peut prétendre affirmer que soit le taux d'exploitation, d'accumulation ou de profit d'une branche à l'autre est tel ou tel. Pourtant, je propose d'indiquer pour chaque branche un taux. Ce qui compte, c'est que, nominale-ment, ils indiquent des places différentes pour chacune des branches et établissent un mouvement général dont chaque branche est un point différent. Bref, la fiabilité des statistiques associées à certains concepts marxistes se vérifie à l'aide d'autres connaissances empiriques comme la productivité par branche, un corollaire du taux d'exploitation, comme l'implantation du capital américain, comme la concentration, etc... Les taux nominaux obtenus ont une signification qu'en tant que maillons différents d'une même chaîne. Ce biais, dans la méthode, conduit à dégager les tendances

des rapports sociaux plutôt que de se fier aux indicateurs économiques du libéralisme empirique³⁸.

Les données statistiques nécessaires pour effectuer cette analyse peuvent être tirées de la brochure « Industries manufacturières du Canada », Information – Canada. Les principaux concepts qu'il faut articuler aux catégories de l'analyse empirique, tels qu'ils se trouvent dans la brochure précitée, sont :

a) **capital fixe ou capital constant** : deux ordres de données sont susceptibles de fournir une approximation assez juste de la valeur des moyens de production – ou du travail mort – qui est transmise au produit ; il s'agit du 'coût du combustible et de l'électricité', puis du 'coût des matières et fournitures utilisées'. Pour vérifier cette approximation, prenons, par exemple, le volume moyen des coûts en combustible, électricité, matières premières et fournitures par établissement moyen pour une branche légère et pour une branche lourde : on aura que : 1) l'industrie du meuble a une dépense moyenne de \$148,106.91 par établissement et 2) l'industrie des produits chimiques, de \$912,386.50³⁹. Comme on sait déjà que le meuble est une industrie dont les coûts de production sont relativement bas par rapport à ceux des produits chimiques, le calcul de la somme des coûts donnés opère un écart approximatif qui est cohérent. Cet écart approximatif moyen se répercute sur toutes les autres branches.

b) **capital variable** : il s'agit ici des salaires, i.e. de la masse salariale des travailleurs de la production directe.

c) **masse de plus-value ou de profit** : on utilisera ici la valeur ajoutée. Selon l'expression-même de Marx, on sait que la masse de plus-value est la « grandeur absolue d'une nouvelle valeur », ou le capital initial plus une valeur accrue. Cette 'valeur accrue', la valeur ajoutée, est donc la « valeur des expéditions des marchandises de propre fabrication, plus la variation nette des stocks de produits en cours de fabrication et de produits finis, moins le coût des matières et des fournitures utilisées, du combustible et de l'électricité »⁴⁰. C' (ou la valeur des expéditions) – C (capital constant transmis) = valeur ajoutée ou masse de plus-value ; en effet, Marx dit : « nous prenons la valeur entière du produit (valeur des expéditions – nous n'entrons pas ici dans la question des prix : nous considérons que toutes les valeurs qui sont fournies par les statistiques bourgeoises ne sont en fait que des prix) et nous posons égale à zéro la valeur du capital constant qui ne fait qu'y repa-

³⁸ Lénine a d'ailleurs, abordé mathématiquement le calcul du taux de plus-value : voir vol. 18, août 1912.

³⁹ Statistiques évaluées pour l'année 1968, catalogue 31-205, tab 7, po. 20 à 26.

⁴⁰ Op. cit., page couverture.

raître ; la somme de valeur qui reste est la seule valeur réellement engendrée pendant la production de la marchandise » ⁴¹.

d) **taux de plus-value** =

$$\frac{\text{massedeplus} - \text{value}}{\text{capital variable}} = \frac{\text{valeur ajoutée}}{\text{masse salariale}}$$

e) **taux de profit** :

$$\frac{\text{massedeplus} - \text{value}}{\text{cap. constant} + \text{cap. variable}} \text{ ou } \frac{\text{valeur ajoutée}}{\text{coûts salaires}}$$

Répetons ici que pour Marx ce rapport indique « le degré de mise en valeur de tout le capital avancé ; ce rapport, considéré sous l'aspect de sa dépendance interne conceptuelle, et du point de vue de la nature de la plus-value, indique la relation entre la grandeur de la variation du capital variable et la grandeur du capital total avancé » ⁴². Par ailleurs, « la composition organique de la valeur du capital investi dans une branche d'industrie, donc un rapport déterminé entre capital constant et capital variable, exprime toujours un degré déterminé de productivité du travail » ⁴³. Il est donc important de retenir que le taux de profit dépendra, dans l'analyse concrète, de la grandeur de variation des deux éléments du capital total.

5. Les éléments constitutifs du taux de profit; les forces productives et les rapports de production: analyse de leurs rapports

[Retour à la table des matières](#)

Comme je l'ai dit en exposant les divers effets du taux de profit sur la bourgeoisie, les caractères principaux de son fractionnement ont rapport à l'articulation des facteurs composant le taux de profit. Le fractionnement de la bourgeoisie a donc trait aux diverses interrelations entre 1) la valeur du capital constant, 2) la valeur du capital variable et 3) la masse de plus-value ou de « nouvelles valeurs ». C'est la

⁴¹ Marx, K., Le Capital, Ed. Soc., Livre 1, t. 1, p. 216.

⁴² Op. cit., Livre III, t. 1, p. 64.

⁴³ Ibid., p. 69.

mise en relation (décomposition-constitution), pour chaque branche et pour les branches entre elles, de ces facteurs, dans leur grandeur proportionnelle qui fournira des éléments de réponse aux questions soulevées antérieurement.

a) **La grandeur proportionnelle des éléments des forces productives ou éléments du capital total avancé**

Les forces productives sont composées, on le sait, des moyens de production et de la force de travail. Chaque branche industrielle concentre des proportions différentes de ces deux éléments. Cependant, pour accroître la productivité du travail qu'elle met en œuvre, une branche vise toujours à diminuer son capital variable pour une même quantité de produits, ce qui implique une part plus grande de capital constant afin de mécaniser sans cesse son procès. En d'autres mots, la masse de valeurs produites devrait s'accroître plus rapidement que celle qui est transformée en moyens de production. Voyons comment se combinent ces éléments selon les différents aspects de leur articulation.

b) **Le procès de travail**

Le procès de travail de chaque branche s'amorce lorsque deux facteurs du capital sont réunis : le capital fixe, ou une certaine quantité de moyens de production (c) et le capital variable, ou une certaine quantité de salaires (v). L'union de ces deux facteurs constitue, du point de vue de la production, la masse de capital total avancé (C) Donc, $c + v = C$.

Dans cette combinaison, chacun des facteurs joue un rôle particulier. Je n'entre-rais pas dans l'explication de cette question, mais je rappellerai que c'est la grandeur du capital variable (v) qui renvoie au facteur productif dans le procès de production. Pour l'instant, on soulignera que l'évolution dans les grandeurs réciproques de ces deux valeurs constitue le mouvement même du mode de production capitaliste selon ses différents stades. Le capital cherchera constamment à diminuer le temps nécessaire à la reproduction de la force de travail, le capital variable (v), et cela ne pourra se faire que par une augmentation absolue du capital constant (c), c'est-à-dire par le perfectionnement des moyens de production et principalement, par leur concentration qui est à la fois augmentation absolue et diminution relative des coûts de production.

C'est encore à travers Marx que l'on verra le mieux la **mise en rapport** des facteurs du procès de travail en vue du procès de production.

« Un nombre donné d'ouvriers correspond à une quantité donnée de moyens de production et par conséquent, une quantité donnée de travail vivant correspond à une quantité donnée de travail matérialisé déjà dans les moyens de production. Ce rapport est très différent dans les diverses sphères de production et même souvent entre les différentes branches d'une même industrie ; par contre, dans des branches d'industries très éloignées, il peut éventuellement être le même ou presque. Ce rapport constitue la composition technique du capital et la base proprement dite de sa composition organique... Nous appellerons composition **organique** du capital sa composition de valeur dans la mesure où cette dernière est déterminée par sa composition technique et la reflète. ... La composition organique différente des capitaux est donc indépendante de leur grandeur absolue. Ce qui importe est de connaître pour chaque fraction de 100 la part du capital variable et celle du capital constant » ⁴⁴.

La somme de chacune des valeurs du capital total avancé, dans l'amorce de chaque procès de travail, soit $c + v$ est donc la composition technique du capital donné. Par contre, la part de l'une par rapport à l'autre, représente la quantité élevée de travail accumulé dans les moyens de production et ce qui caractérise les branches et leurs procès ; cette quantité mise en relation avec le travail vivant donne la composition organique du capital qui correspond à la grandeur de c/v . Cette composition organique du capital est donc égale à la grandeur relative du travail mort par rapport au travail vivant, ou au taux de productivité du capital constant ou du travail mort. La composition organique du capital, comme Marx le dit, « exprime toujours un degré déterminé de productivité du travail » ⁴⁵. En d'autres mots, ce rapport (c/v) est une première donnée affectant le taux de profit.

c) Les rapports de production et le procès de production

En second lieu, s'articulent les éléments propres aux RP du MP dominant. Ces éléments sont, on le sait, le Capital et le Travail. Ils se trouvent réunis comme éléments constitutifs du procès de travail mais leur mise en rapport s'opère véritablement dans le procès de production. C'est là que le Capital s'approprie le Travail, c'est-à-dire que le capitaliste cherche à accroître la masse de capital qu'il a avancée comme condition de la production. Le procès de production a donc pour effet d'accroître le capital initial (c) d'une nouvelle valeur. Les éléments tirés de ce procès seront maintenant $c + v + pl = C'$. Mais cet accroissement du total du capital avancé n'est pas vraiment ce qui nous intéresse. Il faut chercher plutôt les **conditions** de ce changement de valeur : en fait, la masse de nouvelles valeurs tirées du procès de production (pl) provient d'une modification de valeur du capital variable (v) par la-

⁴⁴ Op. cit., Livre III, t. I, po. 162, 163 et 165

⁴⁵ Ibid., p. 69.

quelle on obtiendra comme résultat de ce procès : $c (v pl)$. Le rapport de production fondamental qui caractérise le procès de production capitaliste est un rapport d'exploitation qui, visant à accroître l'accumulation d'une classe par rapport à une autre, atteint cette fin par l'exploitation du travail vivant. Pour éviter d'expliquer les mécanismes d'extorsion de surtravail, on ne mentionnera ici que le point suivant : la masse de nouvelles valeurs (pl) tirée du procès de production capitaliste **ne provient que de l'exploitation du travail vivant** (v). Ces nouvelles valeurs sont en fait la partie du temps de travail effectué par l'ouvrier qui n'est pas contenue dans la valeur de sa force de travail (v), et, donc, qui ne lui est pas payée (la valeur des éléments du procès initial étant constante). La plus-value obtenue (pl) est donc issue de son rapport à la masse salariale payée (v). Le procès de production capitaliste ne fait donc que transmettre au produit la valeur de (c) ou de travail mort qui est consommée partiellement, c'est pourquoi le rapport d'exploitation ne met en cause que les éléments (v) et (pl) et que (c) y est égal à zéro.

Les éléments du procès de travail (ou « le capital total qui entre matériellement dans le procès de travail réel »⁴⁶), $c + v$, sous le primat des RP, c'est-à-dire procès d'extorsion de plus-value, $v + pl$, deviennent donc $c + v + pl$, c'est-à-dire une augmentation relative de (v) qu'on exprimera par (pl) ou pl/v .

Le procès de travail représente donc les conditions matérielles du procès de production, soit (c) (v) exprimé par la grandeur de c/v . Le procès de production est, par ailleurs, le rapport entre le travail vivant et les nouvelles valeurs, soit pl/v ; c/v est donc le rapport du travail mort au travail vivant et pl/v , le rapport des nouvelles valeurs au travail vivant.

La composition organique du capital (c/v) – ou le degré de concentration des **forces productives** – et le taux d'exploitation (pl/v) – ou la figure du rapport de production du capitalisme – sont donc réciproquement la grandeur proportionnelle des anciennes valeurs (c) et des nouvelles valeurs (pl) par rapport au travail vivant (v) engagé dans un même procès. Il reste maintenant à voir quel lien organique réel existe entre ces deux taux ($\frac{c}{v}$ et $\frac{pl}{v}$).

d) Unité organique des forces productives (c/v) et des rapports de production (pl/v) ou du procès de travail et du procès de production

On sait maintenant que les forces productives, dans une branche donnée, s'expriment par le rapport de leurs éléments ou par la grandeur proportionnelle du tra-

⁴⁶ Ibid., p. 55.

vail mort et du travail vivant (c/v) et que le rapport de production fondamental s'exprime par le rapport des nouvelles valeurs tirées du travail vivant (pl/v). La somme de ces éléments, travail matérialisé, travail vivant et valeurs nouvellement créées, constitue les éléments du procès de production et de reproduction du capital. Le maintien du rapport de production du MPC, c'est-à-dire l'extorsion de plus-value, est régi par l'augmentation de son taux, soit de pl/v . En effet, la masse absolue de surtravail étant obtenue en rapport avec une masse donnée de travail nécessaire, c'est la diminution de celle-ci, une fois atteintes les limites de la journée de travail, qui permettra l'augmentation de l'autre. L'augmentation absolue de surtravail dépend donc rigoureusement de son rapport au travail nécessaire (v).

Pour accroître la productivité du travail vivant, ou pour diminuer le temps de travail nécessaire pour une même journée donnée, il faut réduire le temps de production ou la valeur des biens nécessaires à la reproduction de la force de travail. Cette réduction ne peut s'atteindre que par une augmentation absolue et relative de la productivité du travail vivant. Comme Marx le dit à plusieurs reprises, l'indice de l'accroissement de la productivité du travail vivant se retrouve dans une modification des grandeurs de valeur réciproques du capital constant (c) et du capital variable (v), soit dans une modification de c/v , de la composition organique du capital. En effet, le travail vivant, une fois atteint un rendement absolu, ne peut produire davantage sans l'aide du capital fixe, c'est-à-dire sans un perfectionnement matériel des conditions de son travail. Cet accroissement matériel – déplacement de l'équilibre entre c et v – ou **modification du rapport des FP – est commandé par le RP**. On voit donc bien que **pl/v et c/v sont réellement imbriqués**. Voici comment Marx exprime ce rapport : « à mesure que se produit la baisse relative du capital variable, donc que se développe la force productive sociale du travail, il faut une masse de plus en plus grande de capital total pour mettre en œuvre la même quantité de force de travail et absorber la même masse de surtravail »⁴⁷. L'augmentation du taux d'exploitation de la force de travail présuppose et engendre, donc, une masse de plus en plus grande de capital fixe pour la même quantité de capital variable, soit une composition organique du capital (c/v) croissante. L'augmentation de pl/v doit donc correspondre à l'augmentation de c/v . C'est pourquoi, au niveau abstrait, pl/v et c/v devraient être directement proportionnels. Or, dans sa réalisation, le procès de mise en valeur du capital à cause des contradictions qui l'animent, ne se déroule pas ainsi, et c'est ce qu'il faut voir.

Pour l'instant, retenons que l'unité du procès de production capitaliste soit $c + v + pl$ dans lequel la force de travail (v) « agit en tant que créatrice de valeur », est composée de deux rapports ayant une **interdépendance absolue**, c'est-à-dire v

⁴⁷ Ibid., p. 235.

et c d'une part (c/v) et (v) et (pl) (pl/v) d'autre part. Si (v) est constant, (c) et (pl), capital fixe et nouveau capital, se multiplient donc réciproquement sous la pulsion constante de l'augmentation de pl . L'augmentation du nouveau capital (pl) et du capital mort (c) sont donc les deux aspects organiques de l'exploitation du travail vivant, i.e. de la diminution de sa valeur relative. L'un et l'autre aspect augmentent donc en fonction de la diminution du dernier. C'est pourquoi, dans le procès de travail, l'élément constant des forces productives (c) est-il le facteur organique de la mise en œuvre du RP, dans le procès de production (pl). C'est aussi pourquoi sa grandeur proportionnelle représente un aspect contradictoire du rapport Capital-Travail. Nous allons voir en quoi la grandeur proportionnelle du travail mort, condition de l'extorsion de la plus-value, est une forme de la contradiction fondamentale.

e) Le taux de profit comme résultat de l'unité contradictoire des rapports de production et des forces productives

Le profit est la forme concrète que prend la plus-value. Or, le calcul de celle-ci ne tient pas compte de la dépense en capital fixe. Pourtant, le capitaliste, lui, sait qu'il a avancé une somme totale couvrant tous ses frais. Car, en fait, ce qui l'intéresse, c'est ce qui lui reste comme valeur à l'issue du procès de production. C'est pourquoi le rapport entre les nouvelles valeurs tirées du procès (pl) et la somme du capital total (C) retient-il l'attention du capitaliste. Ce rapport n'est rien d'autre que le taux de profit qui sera représenté par (P). Donc, $pl/C = P$. Si l'on décompose ce taux (P) en ses divers éléments, on obtient (pl/c) et (pl/v) : il s'agit donc de la masse de nouvelles valeurs par rapport à la masse de capital avancé dont on sait qu'elle croît au fur et à mesure qu'augmente la productivité du travail. L'exploitation croissante de la force de travail (pl/v) a donc pour effet la croissance des forces productives (c/v). On a vu précédemment, l'augmentation de pl et de c tente de se conjuguer. Comment, dans la réalité, ce processus est-il contraint d'opérer ?

Rappelons que les éléments du procès de production capitaliste sont le taux de c/v et de pl/v . Ces deux taux ont le même dénominateur : il reste donc les rapports entre pl et c , deux facteurs qui n'ont cessé de croître jusqu'au stade monopoliste. Ils affectent donc tous deux le taux de profit. En effet, l'augmentation de la masse de nouvelles valeurs affecte le numérateur et fait augmenter le taux ou bien l'augmentation de travail mort affecte le dénominateur et fait baisser le taux. **Masse de plus-value et masse de travail mort, dont l'augmentation conjuguée constitue les aspects de l'exploitation du travail vivant**, produisent donc des effets contradictoires sur le taux de profit. Ce sont les **formes diverses** de la différence entre la valeur du capital fixe et du nouveau capital qui constitueront la réalisation, au stade monopoliste, de la contradiction entre RP et FP.

En effet, le Capital dispose de deux moyens pour modifier son taux de profit. Ou bien il accroît sa masse de nouveau capital **par l'exploitation plus intensive encore du travail**, ou bien il maintient ou diminue relativement la valeur du capital fixe (puisque l'on sait que, sous l'effet de l'exploitation, la valeur du capital variable, diminue, elle, sans cesse). « Les mêmes causes qui augmentent le taux de la plus-value relative font baisser la quantité de force de travail employée » (48).

On sait pourtant très bien, que, quel que soit le taux de plus-value, ce qui devient décisif, dans l'évolution de ce processus, c'est l'augmentation du capital fixe, par l'accumulation et la concentration du Capital. Le stade de la reproduction élargie impose donc aux forces en présence, c'est-à-dire aux diverses fractions du capital productif, de se diversifier par rapport aux tendances organiques du procès de production capitaliste (RP-FP), à la contradiction fondamentale que constitue la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette diversification constitue une réponse historique concrète de la bourgeoisie à sa propre disparition. Elle est composée, d'une part, de pratiques multiples quant aux taux d'exploitation qui répartissent les branches en une chaîne de maillons divers, puis, en certaines mesures de maintien de la composition organique du capital de certaines branches à un taux relativement inférieur.

On ne saurait éviter de mentionner ici le rôle tout à fait dominant de l'État à ce niveau. L'éventail des interventions dans ce domaine est des plus vastes : qu'il suffise de mentionner la prise en charge par l'État des subventions aux entreprises, le développement de l'infrastructure, les équipements, la formation de la force de travail, la « politique des revenus » etc. Face à la mise en place de ces moyens de maintien de l'équilibre du taux de profit, les branches répondent différemment. La place qu'elles occupent respectivement dépend des effets de ces interventions et de l'articulation des éléments du mode de production (RPFP) sur chacune d'elles respectivement.

Dans le cours de l'analyse, on peut donc prévoir qu'on arrivera à désigner des places aux différentes branches, sur la base des mouvements causés par le taux d'accumulation et par le taux d'exploitation respectifs. Ces places ne tiennent pas compte des interventions de l'État dans certains cas plus spécifiques mais, justement, elles indiquent les lieux structurels de modifications. Par exemple, on peut supposer qu'une branche qui a un taux d'accumulation parmi les plus élevés et un taux d'exploitation plus faible sera portée à chercher tous les moyens possibles d'élever son taux d'exploitation. À cette fin, l'État sera vraisemblablement l'agent du déplacement. Ce que je voudrais dégager ici, se sont surtout les données incitant le

déplacement et non les conditions de sa réalisation. Car les rapports monopolistes et non monopolistes, articulés aux contradictions internes du procès de production, sont le lieu de ces modifications de la structure des rapports sociaux de la production sociale et donc des fractionnements de classes ; ils prennent forme dans des rapports matériels dont la désignation d'une place pour chaque branche constitue un effet (ou un indice).

Il est donc non seulement légitime mais nécessaire de connaître l'articulation des éléments constitutifs du procès de production au sein de chaque branche comme indiquant les rapports entre celles-ci et, partant, les lieux de déplacements tendanciels. J'exposerai plus loin le cadre conceptuel de ces rapports.

Pour l'instant, rappelons que le taux de profit est plus bas quand le taux d'accumulation est relativement supérieur au taux d'exploitation, les figures de ces éléments se retrouvant dans le taux de profit, puisque c/v et pl/v constituent pl/c v. On ne pourra cependant tirer de cette tendance seule la ligne de partage entre branches monopolistes et non monopolistes car, pour les premières, par exemple, la variation du taux de profit pourra être grande mais le rang des taux d'accumulation et d'exploitation devra être élevé pour constituer un indice de concentration monopoliste. Ce sera la convergence de plusieurs indices qui nous permettra, de situer sous toutes réserves, ces places.

6. Dernières conditions

[Retour à la table des matières](#)

Il faut souligner enfin, que le calcul du taux de profit ne donne pas une valeur fixe, mais bien une **tendance**, un mouvement saisi à un de ses moments et auquel s'oppose, comme on le sait, des contre-tendances. Cette remarque a son importance du fait que le taux de profit, lié à la dynamique du taux d'exploitation, n'est qu'un mouvement **envers et contre ses propres constituants organiques**, la composition organique du capital et la productivité du travail. La question est donc : qu'est-ce qui régit le taux de profit de chaque branche, est-ce sa composition organique ou son taux d'exploitation ? Car, dans la phase d'accumulation primitive, ce qui commande le procès de production, c'est l'augmentation absolue de profit. Mais au stade de la reproduction élargie, la concentration de capital fixe a paradoxalement

pour effet de faire baisser le taux de profit. L'accumulation, condition de la production, est donc contradictoire avec celle-ci. Pour maintenir l'équilibre de son taux de profit, **l'exploitation devra donc désormais avoir un taux supérieur à celui de l'accumulation. La finalité de l'exploitation, au stade monopoliste, est donc de produire une masse de nouvelles valeurs qui dépasse le capital avancé** et dont la part variable est nécessairement réduite. Il s'agit donc d'une tentative sans issue possible, mais dont le Capital tente de **retarder l'échéance**.

À court terme, dans cette lutte ponctuelle, certaines branches servent, pour diverses raisons, à maintenir le profit moyen, c'est-à-dire qu'elles compensent pour les pertes tendancielle qui sont irréversibles ailleurs. Je vais présenter les mouvements respectifs qui affectent les branches à partir des contradictions issues de l'accumulation. Les niveaux des taux de profit tirés de cette analyse ne recouperont pas la division monopoliste/non-monopoliste mais ils refléteront, par contre, **les contradictions internes de chaque branche** et s'ajoutent comme indice de leurs déplacements possibles.

Ces **déplacements** relatifs sont, on le sait, la réponse du Capital aux contradictions internes qui l'assaillent. Je mettrai l'accent sur les indices qui les annoncent car c'est bien là la naissance des luttes au sein de la bourgeoisie. Par exemple, **l'élévation du taux d'exploitation** – et donc de la masse de plus-value, dans les formations sociales monopolistes, est le contre-poids de la concentration excessive de capital constant. C'est aussi une **forme spécifique de lutte du capital monopoliste** : c'est pourquoi les rapports entre branches concentrées et moins concentrées (absorption-conservation) sont décisifs et occupent le centre de l'analyse.

Voici donc comment se présentent les principaux mouvements qui affectent les branches :

1. puisque le procès de production s'accompagne du procès d'accumulation, la composition organique du capital augmente ; on aura alors le cas de branches ou bien dont le c/v est plus grand que pl/v ou bien de celles dont la composition organique et l'exploitation atteignent tous deux des taux relativement supérieurs à la moyenne des autres branches ; c'est le premier cas exposé au tableau suivant, c'est-à-dire celui où le ressort de ces branches est d'augmenter l'exploitation intensive du travail (et de dévaloriser le capital constant) ;

2. par ailleurs, si le taux d'accumulation augmente mais que le taux d'exploitation reste à peu près constant ou que les deux restent constants (par exemple, comme effet des luttes ouvrières, ou encore à la suite des luttes au sein du bloc au pouvoir qui ont pour effet de défavoriser un secteur etc.), alors, le taux de profit

diminue ; c'est le cas où la loi de la baisse tendancielle se réalise effectivement et où **il faut s'attendre à un déplacement** ;

3. il faut, donc, dans le procès de reproduction élargi, stade de concentration sociale élevée, augmenter coûte que coûte le taux d'exploitation par **l'intensification** du travail, soit parce que le taux d'accumulation atteint un niveau très élevé, soit parce que l'exploitation ne progresse pas : c'est donc le cas des branches qui, ou bien détiennent un taux d'exploitation supérieur au taux d'accumulation (parfois même par l'exploitation absolue) ou bien dont la composition organique du capital est demeurée inférieure à celle de l'ensemble à la suite de l'inégalité dans la répartition du profit et de l'accumulation ; ce dernier cas est celui des entreprises non monopolistes non concentrées ou bien en voie d'intégration ; dans l'ensemble elles offrent plus de stabilité que les autres.

Enfin, s'il est important de considérer les rapports entre ces divers aspects de la contradiction entre Capital et Travail, c'est parce qu'ils concernent les enjeux principaux des luttes de classe, autant dans les rapports juridiques (luttes syndicales), idéologiques (politiques sociales, formation de la force de travail) qu'économiques (conditions sociales du procès de travail – exploitation absolue par le bonus etc.).

Je terminerai en tentant d'esquisser une sorte de schéma des formes que prendront ces mouvements :

Ce tableau montre bien, il semble, que le fractionnement entre capital monopoliste/non-monopoliste est relié à un ensemble de facteurs organiques du rapport Capital/Travail. Seuls ils rendront compte des processus réels entre les classes et entre leurs fractions.

Enfin, faut-il conclure ? Je résumerai en disant qu'au-delà des complexités théoriques dont il faut bien s'accommoder, il est surtout essentiel de retenir que toute démarcation/limite ou frontière entre des rapports sociaux est tendancielle, relative, historiquement déterminée et doublement délimitée, c'est-à-dire dialectique. Le problème que pose la définition des fractions de la bourgeoisie québécoise, et à côté, l'interpénétration des politiques économiques de l'État et les programmes des partis demande à être inséré dans un cadre non empiriste, et non économiste. Le présent texte n'a pas eu d'autre objectif que de fournir des éléments de réflexion sur ce thème.

Fractions du capital	Taux relatifs			Forme de l’exploitation		Déplacements possibles
	D’accumulation c / v	Exploitation pl / v	Profit $\frac{pl}{c + v}$	Intensive	Extensive	
Monopoliste	Supérieure	Élevé	Moyen	X		Augmentation du taux d’exploitation
		Faible	Faible	X	X	
	Élevé	Élevé	Élevé	X		Augmentation du taux d’exploitation
Non monopoliste	Élevé	Supérieur	Moyen	X		Concentration
	Faible	Supérieur	Élevé		X	% d’exploitation tiré du travail au rendement
	Inférieur	Inférieur	Moyen ou Faible		X	Dissolution